



**NATIONS
UNIES**



**Convention-cadre sur les
changements climatiques**

Distr.
LIMITÉE

FCCC/CP/2007/L.1/Add.1
FCCC/KP/CMP/2007/L.1/Add.1
13 décembre 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES
Treizième session
Bali, 3-14 décembre 2007

Point 13 a) de l'ordre du jour
Conclusion des travaux de la session
Adoption du rapport de la treizième session de
la Conférence

CONFÉRENCE DES PARTIES AGISSANT COMME
RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE KYOTO
Troisième session
Bali, 3-14 décembre 2007

Point 21 a) de l'ordre du jour
Conclusion des travaux de la session
Adoption du rapport de la troisième session de la Conférence des
Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto

Projet de rapport de la treizième session
de la Conférence des Parties

Rapporteuse: M^{me} Karen Nicole Smith (Barbade)

Projet de rapport de la troisième session de la Conférence des Parties
agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto

Rapporteuse: M^{me} Karen Nicole Smith (Barbade)

Additif

I. Réunion de haut niveau

(Point 10 de l'ordre du jour de la Conférence des Parties)
(Point 18 de l'ordre du jour de la Conférence des Parties agissant
comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto)

1. La réunion de haut niveau commune à la treizième session de la Conférence des Parties et à la troisième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (COP/MOP) a été ouverte par le Président de la Conférence des Parties et de la COP/MOP à la 3^e séance de la Conférence des Parties et à la 4^e séance de la COP/MOP, le 12 décembre.

2. Le Président a fait observer que le nombre élevé de chefs d'État et de gouvernement présents à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Bali témoignait de la gravité et de l'urgence du problème du changement climatique, ainsi que de la sincérité avec laquelle la communauté internationale y faisait face.

A. Déclaration du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

3. Lors de la cérémonie d'ouverture, les participants ont entendu un message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki-moon. Le texte de ce message est reproduit dans son intégralité à l'annexe du présent document¹.

B. Déclaration du Président de l'Indonésie

4. Souhaitant la bienvenue à tous les participants, le Président de l'Indonésie, M. Susilo Bambang Yudhoyono, a déclaré que la présente conférence avait pour but de répondre aux attentes de plus de 6 milliards d'habitants de la planète et de défendre les intérêts des générations futures. Il a fait observer que, selon les décisions qui y seraient prises, l'humanité vivrait dans un monde dont la température moyenne grimperait de 2 °C ou – ce qui serait catastrophique – de 5 °C. Le défi consistait à traduire une formule simple, à savoir «moins d'émissions, davantage de puits», en une architecture complexe mais ambitieuse de coopération mondiale sur les changements climatiques.

5. Le Président indonésien a fait observer que les pays développés, ayant eux-mêmes accepté leur responsabilité historique pour les changements climatiques, devaient continuer à jouer un rôle moteur dans la lutte contre les changements climatiques. Il faudrait qu'ils redoublent d'efforts pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) et qu'ils renforcent leur coopération financière et technique avec les pays en développement, notamment dans le domaine de la protection des forêts. Pour leur part, les pays en développement devraient s'engager sur la voie du développement durable en intégrant les questions d'environnement dans leur plan de développement national, et ceux d'entre eux qui avaient des forêts devaient préserver celles-ci et en accroître la superficie. Les pays en développement qui connaissaient une forte croissance économique devaient planifier un développement à long terme entraînant peu d'émissions de carbone, en s'appuyant sur un marché du carbone en forte expansion. Les pays développés et les pays en développement devaient, ensemble, intégrer des mesures d'atténuation et d'adaptation dans leurs stratégies de développement national et apprendre à concilier croissance économique forte et réduction des émissions.

6. Estimant que des changements de fond devaient être impulsés par les gouvernements et par les marchés, le Président Yudhoyono a souligné l'importance des réunions spéciales des Ministres du commerce et des finances, qui se tenaient à Bali parallèlement à la Conférence des Nations Unies sur les

¹ Cette annexe fera partie du rapport final qui sera établi après la session.

changements climatiques. Il a également mis en évidence les efforts de l'Indonésie visant à atténuer les effets des changements climatiques, notamment des programmes de conservation des forêts et des politiques destinées à accroître la part des sources d'énergie renouvelables et de remplacement, ainsi qu'à promouvoir l'utilisation efficace des combustibles d'origine fossile. En fin de compte, tous les efforts des pays développés et des pays en développement devaient s'inscrire dans un cadre multilatéral cohérent; il était essentiel que la présente conférence débouche sur une «feuille de route de Bali» ouvrant la voie à un accord qui serait adopté au plus tard fin 2009.

C. Déclaration du Secrétaire exécutif

7. Le Secrétaire exécutif a déclaré que l'année 2007 avait marqué la fin définitive de l'âge d'or des sceptiques des changements climatiques et que l'élan politique et le degré de sensibilisation de l'opinion publique mondiale n'avaient jamais été aussi élevés. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) avait délivré un message aisément compréhensible de tous, confirmant que les changements climatiques étaient le résultat des activités humaines; les conséquences étaient graves et personne n'y échapperait, les pauvres étant les plus touchés; enfin, des moyens peu coûteux de faire face au problème existaient: une action concertée et immédiate permettrait d'éviter certaines des projections les plus catastrophiques.

8. Si aucune mesure n'était prise, les conséquences des changements climatiques pourraient plonger le monde dans des conflits. En 2010, on pourrait compter jusqu'à 50 millions de personnes déplacées du fait des changements climatiques, de la désertification et de la déforestation. La course à l'eau, à l'énergie et à la nourriture pourrait entraîner des rivalités ethniques et des conflits régionaux.

9. Pour faire face à l'augmentation vertigineuse de la demande énergétique mondiale, un investissement de 20 000 milliards de dollars des États-Unis serait nécessaire jusqu'en 2030. Le défi consistait à amener ce «superpétrolier de l'investissement» à changer de cap et à se diriger vers une réduction des émissions. Faute de cela, les émissions mondiales enregistreraient d'ici à 2050 une augmentation de 50 %, au lieu d'une diminution – nécessaire – de 50 %. Pour que le monde puisse changer de cap et tendre vers une économie caractérisée par de faibles émissions, les Parties présentes à la Conférence devaient lancer des négociations officielles, s'entendre sur un ordre du jour ambitieux et fixer à 2009 la date butoir des négociations.

D. Déclaration du Président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

10. Dans une déclaration vidéo prononcée à l'ouverture de la réunion de haut niveau, le Président du GIEC, M. Rajendra Pachauri, a indiqué que l'élaboration du quatrième rapport d'évaluation du GIEC avait été menée à bien, avec la publication de son rapport de synthèse à Valence (Espagne), le 16 novembre 2007. Dans ce rapport de synthèse, les constatations collectives des rapports des trois groupes de travail étaient présentées dans un cadre intégré, ce qui faisait de ce rapport un document de fond extrêmement important. M. Pachauri a mis en évidence les principales constatations exposées dans le quatrième rapport d'évaluation. Il a mis l'accent sur l'importance des changements intervenus dans le système climatique au cours du XX^e siècle, notamment une forte augmentation des températures moyennes mondiales ainsi qu'un accroissement considérable des précipitations dans certaines régions du monde et une aggravation des pénuries d'eau dans d'autres régions.

11. Selon les projections du GIEC, la moyenne des températures mondiales augmenterait, d'ici la fin du siècle, d'au moins 2,5 °C par rapport à la moyenne du début du XX^e siècle. Cette augmentation aurait des conséquences inquiétantes pour l'ensemble des régions du monde, notamment une aggravation de la pénurie d'eau, une élévation du niveau de la mer et un accroissement spectaculaire des risques

d'extinction de certaines espèces végétales et animales. Il existe partout dans le monde des lieux où des inondations en zones côtières et une élévation du niveau de la mer pourraient rendre certaines régions très vulnérables, notamment les villes situées dans de grands deltas comme Shanghai, Kolkata et Dhaka.

12. M. Pachauri a insisté sur le fait que l'ensemble des incidences négatives des changements climatiques pourrait être évité ou atténué si des mesures efficaces visant à réduire les émissions de GES étaient rapidement prises. Il a également souligné que le coût des mesures d'atténuation n'était pas très élevé. Afin de stabiliser l'augmentation de la moyenne des températures à un maximum de 2 à 2,4 °C, il faudrait stabiliser les niveaux de concentration de GES à 445-490 ppm d'équivalent de dioxyde de carbone. Le coût des mesures à prendre pour atteindre cet objectif d'ici 2030 équivaldrait à une diminution de 0,12 % par an du produit intérieur brut mondial et pourrait même être fortement réduit grâce à la mise au point des nouvelles technologies. Il faudrait que les niveaux d'émission commencent à baisser au plus tard en 2015 et plus cette baisse sera forte, moins graves seront les effets ressentis au fil du temps.

13. En conclusion, M. Pachauri a estimé que la prudence, la sagesse et le souci de préserver l'avenir de l'humanité exigeaient que des mesures d'atténuation soient prises de toute urgence. Le GIEC avait communiqué les constatations du quatrième rapport d'évaluation aux Parties, auxquelles il appartenait à présent de décider de l'usage qui en serait fait.

E. Déclarations des chefs d'État ou de gouvernement

14. Le Premier Ministre australien, M. Kevin Michael Rudd, a également prononcé une déclaration à l'ouverture de la réunion de haut niveau. Il a déclaré que son premier acte en tant que Premier Ministre avait été de signer l'instrument officiel de ratification du Protocole de Kyoto et qu'il avait remis cet instrument au Secrétaire général. Il a estimé que les changements climatiques posaient un défi fondamental pour les générations actuelles, ajoutant que les Australiens avaient compris que le développement était en tête des priorités. Il a reconnu la responsabilité incombant aux pays développés d'aider les pays en développement. Il a déclaré que son gouvernement était déterminé à réduire les émissions de GES de l'Australie de 60 % par rapport aux niveaux de l'an 2000, et ce d'ici 2050. Il a émis l'espoir que tous les pays développés adopteraient un nouvel ensemble d'objectifs de réduction des émissions à caractère contraignant et a déclaré que les pays en développement se devaient de jouer leur rôle en s'engageant concrètement à agir.

15. Le Premier Ministre de Singapour, M. Lee Hsien Loong, a estimé que, faute de mesures visant à lutter contre les changements climatiques, les écosystèmes et les sociétés humaines pourraient être victimes de graves perturbations au cours des cinquante à cent années à venir, peut-être même plus tôt. Il a souligné la nécessité de s'appuyer sur le Protocole de Kyoto pour mettre au point une approche pragmatique et efficace après l'expiration en 2012 de la première période d'engagements au titre du Protocole. M. Hsien Loong a estimé que le cadre qui serait mis au point après 2012 devrait bénéficier de l'engagement et de la participation de tous les pays, sous l'égide de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Il faudrait également que l'importance de la croissance économique soit reconnue dans ce cadre et que soient prises en compte les disparités des conditions et des problèmes des différents pays. Il a conclu en disant que Singapour et l'ensemble des membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est contribueraient à l'effort mondial de lutte contre les changements climatiques. Tous ces pays étaient attachés à une ambitieuse feuille de route de Bali, porteuse d'un régime d'après-2012 efficace.

16. Faisant observer que la Papouasie-Nouvelle-Guinée avait déjà souffert des conséquences des changements climatiques, le Premier Ministre de ce pays, M. Michael Somare, a demandé que des initiatives soient immédiatement prises. Pour lutter contre les changements climatiques, les Parties devaient: 1) fixer un objectif commun concernant une réduction encore plus prononcée des concentrations atmosphériques de GES; 2) accroître de manière considérable les engagements de réduction des émissions

pris par les pays industrialisés; 3) développer les trains de mesures incitatives qui existent pour les pays en développement et en adopter de nouveaux; 4) lancer un système mondial de mesures incitatives pour réduire les émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts; 5) augmenter le financement des mesures d'adaptation afin de préserver les générations futures; et 6) mobiliser des ressources suffisantes, prévisibles et durables. Il a indiqué que les pays en développement étaient prêts à contribuer équitablement à la réalisation d'un objectif commun, ajoutant que les Parties devaient exploiter la volonté politique d'aller au-delà du Protocole de Kyoto.

17. Le Président de Palau, M. Thomas Remengesau Jr., a déclaré que les Parties dans leur ensemble n'avaient pas réussi à apporter une réponse appropriée au problème des changements climatiques. Les niveaux de GES avaient continué d'augmenter dans le monde entier, les Parties n'ayant pas respecté l'engagement initial énoncé dans la Convention. M. Remengesau a estimé que la communauté internationale se devait de reconnaître l'obligation morale qui lui incombait de fournir un financement suffisant aux petits États en développement vulnérables. Il a souligné que les implications des changements climatiques dans le domaine des droits de l'homme devaient être reconnues. Se référant à la Déclaration de Malé sur la dimension humaine des changements climatiques mondiaux, il a souligné la nécessité d'inclure une dimension humaine dans l'action future contre les changements climatiques. Il a mis en évidence les efforts que les petits États insulaires en développement déployaient pour s'adapter aux effets néfastes des changements climatiques.

18. Le Président des Maldives, M. Maumoon Abdul Gayoom, a indiqué que les changements climatiques étaient devenus une réalité quotidienne aux Maldives et dans d'autres petits États insulaires. Pour ces États, dont les ressources financières étaient maigres et la capacité à engager des mesures d'atténuation et d'adaptation limitée, les changements climatiques étaient devenus le problème fondamental du XXI^e siècle. M. Gayoom a souligné la nécessité de faire une large place à la dimension humaine des changements climatiques, en particulier les droits de l'homme, la sécurité et le bien-être. Il a indiqué que le Conseil des ministres de la South Asian Association for Regional Cooperation (SAARC) avait adopté une déclaration sur les changements climatiques, qu'il avait été chargé de présenter à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques réunie à Bali. Il a fait observer que le processus de Bali devait être assorti d'un objectif durable clair, visant à stabiliser le système climatique et à garder dans des proportions raisonnables la montée des températures. Il a souligné que même une augmentation de 2 °C par rapport au niveau d'avant l'industrialisation aurait des conséquences catastrophiques pour les petits États insulaires.

[à compléter]

F. Déclarations de ministres et des autres chefs de délégation

[à compléter]

II. Déclarations des organisations admises en qualité d'observateurs

(Point 11 de l'ordre du jour de la Conférence des Parties)
(Point 19 de l'ordre du jour de la Conférence des Parties agissant
comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto)

A. Déclarations des organismes et institutions spécialisées des Nations Unies

19. Lors de la séance d'ouverture de la réunion de haut niveau commune à la Conférence des Parties et à la COP/MOP, tenue le 12 décembre, des déclarations ont été faites par le Président de la Banque mondiale, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (s'exprimant au nom de la FAO, du Fonds international de développement agricole et du Programme alimentaire mondial), le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le

développement industriel, le Secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme, le Secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires économiques et sociales, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, le Secrétaire exécutif de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, le Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique, le Secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, l'Administrateur associé du Programme des Nations Unies pour le développement et le Directeur exécutif adjoint du Programme alimentaire mondial.

[à compléter]

B. Déclarations des organisations intergouvernementales

[à compléter]

C. Déclarations des organisations non gouvernementales

[à compléter]

Annexes

[à compléter]
